

Appel pour une mobilisation nationale et unitaire

- contre le racisme
- contre la politique d'immigration
- pour la régularisation des sans-papiers



Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 était créé, pour la première fois dans l'histoire de la République, un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement. Depuis, des dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière, hommes, femmes, enfants, sont traqués, arrêtés et expulsés, y compris dans un pays en guerre comme l'Afghanistan. Voulu par le chef de l'Etat, mise en œuvre par ses gouvernements successifs, le ministère de l'Intérieur aujourd'hui, et soutenue par l'UMP et ses alliés à l'Assemblée, cette politique est inacceptable car elle viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France. A cela se sont ajoutés les effets désastreux du pseudo-débat sur l'identité nationale puis la chasse aux Roms.

Pour que cesse cette situation qui porte atteinte à des droits fondamentaux, menace gravement le droit d'asile et ruine l'existence des personnes étrangères visées, nous appelons à une manifestation nationale et unitaire au mois de mai 2011, à la date anniversaire de la création du ministère de l'Immigration qui perdure aujourd'hui sous une autre forme.

Nous exigeons sa suppression, l'arrêt immédiat de cette politique et la régularisation des sans-papiers.

En Vendée, rassemblement et apéro citoyens
auront lieu à

La Roche-Sur-Yon, Place Napoléon

le samedi 28 mai à 11 heures 00

Non aux mises à l'abri sans lendemain

En Vendée, les deux Centres d'accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) sont largement débordés : à La Roche-sur-Yon 55 pl pour 150 demandes d'admission . à Olonne / Challans pour un total de 131 migrants annuels 76 pl en CADA

Le Centre d'Hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)de Fontenay :33 pl tient partiellement lieu de CADA

Pour pallier le problème - et sans grand égard aux " conditions minimales d'accueil " requises par une directive européenne de 2003 - l'administration recourt à divers placements d'urgence, provisoires et changeants : foyers pour sans abri , mobilhomes, hotels....

Confié au " SAMU social"- le "115 "- ce type d'accueil vient, de révéler la gravité de ses carences . L'enveloppe budgétaire prévue ne suivant pas, ce sont six familles (soit 12 adultes +10 enfants) qu'ont été mises à la rue dans l' affolement ,le désarroi et l'angoisse de l'expulsion du territoire .

Pour que cessent ces situations indignes, exigeons que soit mis fin aux fausses solutions provisoires et précaires pour aller vers un accueil solidaire et pérenne des migrants venus chercher la protection du droit international

Pour un accueil solidaire des demandeurs d'asile

Signataires :

AIDES Vendée, AMINOV Challans,ATTAC, CIMADE,Comité de Vigilance des Olonnes, ACTIF (Fasti) ,ACSSIT, RESF-Vendée

CGT, FSU,SOLIDAIRES, SUD-EDUCATION, CNTCRS Fontenay; Europe EcologieLes Verts, EELV , NPA, PCF